



Maroc-Israël : Le Safari Club, la chambre noire du renseignement atlantiste et de leurs alliés monarchiques arabes

Par [René Naba](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Mondialisation.ca, 25 novembre 2018

[madaniya.info](#) 22 novembre 2018

Le Safari club, dont le Maroc en constituait le pivot central pour l'Afrique, tire son nom du lieu de la tenue de la première réunion des directeurs des services de renseignements du pacte atlantiste et de leurs alliés régionaux du Moyen Orient : «Mount Kenya Safari Club» (Safari Club du Mont Kenya), à Nanyuki au Kenya.

Dans l'esprit de ses concepteurs le safari Club devait assumer sur le plan opérationnel et sécuritaire une fonction équivalente à celle menée sur le plan idéologique par la trilatérale et le groupe de Bilderberg, le groupement des cosmocrates de la planète de sensibilité ultra libérale.

Face à l'Algérie, plateforme opérationnelle des mouvements de libération d'Afrique (Frelimo Mozambique, MPLA (Mouvement pour la Libération de l'Angola pour l'Angola, PAIGC d'Amilcar Cabral pour la Guinée Equatoriale, le Front Polisario (Sahara Occidental), African National Congress (ANC) d'Afrique du Sud, le Maroc a engagé une coopération triangulaire avec l'Arabie saoudite et la France en Afrique pour contenir le flux indépendantiste. La France se réservait la conception et l'encadrement du projet, le Maroc son exécution et l'Arabie saoudite, son financement.

À l'apogée de la guerre froide soviéto-américaine (1945-1990), sous l'égide de la Central Intelligence Agency, une alliance informelle entre services de renseignement d'Europe et du Moyen Orient s'est ainsi nouée mais dont les liens avec les États-Unis devaient être officiellement «contestables de manière plausible», selon le langage typique de la CIA.

C'est ainsi qu'en 1976, à l'arrière plan des négociations de paix israélo-égyptiennes, qui devaient aboutir à la neutralisation de l'Egypte du champ de bataille arabe, les dirigeants des agences de renseignement pro-occidentaux se rencontrent secrètement au «Mt. Kenya Safari Club» (Safari Club du Mont Kenya), à Nanyuki au Kenya, pour élaborer un pacte informel visant à limiter l'influence soviétique en Afrique et au Moyen-Orient.

LE GROUPE FONDATEUR

Adnan Khashoggi, Kamal Adham, Jomo Kenyatta, Alexandre de Marenches, Henry Kissinger, Ahmad Dlimi, l'acteur William Holden.

Le groupe s'était réuni sous les auspices du marchand d'armes saoudien Adnan Khashoggi, du président kenyan Jomo Kenyatta et du secrétaire d'État américain Henry Kissinger.

Parmi les autres signataires de la charte originale figuraient le comte Alexandre de Marenches, directeur du Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage (SDECE, prédécesseur de la DGSE) (1); Kamal Adham, le chef d'Al Mukhabarat Al A'amah du royaume saoudien ; Ahmed Dlimi, chef du service de renseignement marocain ; enfin, le général Nematollah Nassiri, chef de l'agence de renseignement iranienne SAVAK. Le chef du Mossad d'Israël, Yitzhak Hofi, aurait informellement participé à cette première réunion du Safari Club.

Le «Mt. Kenya Safari Club», fondé en 1959, était la copropriété du magnat du pétrole de l'Indiana, Ray Ryan, qui avait des liens avec la CIA et la mafia, et de Carl W. Hirschmann Sr., fondateur suisse de Jet Aviation, une société internationale d'aviation d'affaires ayant des liens étroits avec la CIA et qui a été vendue à General Dynamics en 2008 ; enfin de l'acteur William Holden.

LE RÔLE DU SAFARI CLUB DANS LA NORMALISATION ISRAËLO-ARABE

Le 18 octobre 1977, le Safari Club installait son quartier général opérationnel au Caire, jouant depuis la capitale égyptienne un rôle majeur dans la normalisation égypto-israélienne.

Kamal Adham, beau frère du Roi Faysal, était présent au Caire lors du discours du président Anouar Al Sadate annonçant son voyage à Jérusalem, dont la cheville ouvrière clandestin du projet aura été le Safari club. Sadate se rendra à Jérusalem le 19 novembre 1977, entraînant une reconnaissance de facto d'Israël par le plus grand pays arabe et son dégageant du champ du bataille.

Certes l'Égypte a récupéré le Sinai, mais sa neutralisation a libéré Israël du front égyptien, qui se déchaînera contre le front nord : annexion de Jérusalem 1980, destruction du réacteur nucléaire irakien de Tammouz (1981), invasion israélienne du Liban (1982).

Pour aller plus loin sur ce lien <http://www.renenaba.com/la-malediction-de-camp-david/>

Depuis cette date, plus aucune guerre conventionnelle n'a opposé Israël et les pays arabes. La permanence de la revendication arabe sur la Palestine s'est maintenue par les guerres asymétriques menées par des formations para militaires, le Hamas Palestinien depuis Gaza et surtout le Hezbollah Libanais depuis le sud Liban, obtenant le dégageant militaire israélien du territoire libanais, sans négociations ni traité de paix, fait sans précédent dans la polémologie contemporaine.

LE TRANSFERT DES FALASHAS D'ETHIOPIE VERS ISRAËL VIA LE SOUDAN ET LE RECRUTEMENT DES ARABES AFGHANS POUR LA GUERRE ANTI SOVIÉTIQUE D'AFGHANISTAN

La couverture du «Mt. Kenya Safari Club» jouera un rôle utile dans les réunions clandestines du Safari Club, y compris celle du 13 mai 1982 entre le ministre israélien de la Défense, Ariel Sharon, le président du Soudan, Jaafar al-Nimeiri, visant à mettre en route l'opération «tapis volant», le transfert massif des «Falashas», juifs éthiopiens d'Éthiopie vers Israël via le Soudan.

Un mois avant l'invasion du Liban, le 5 juin 1982, la réunion s'est déroulée en présence du milliardaire américano-israélien Adolph Schwimmer, fondateur d'Israel Aerospace Industries, de Yaacov Nimrodi, ancien officier de liaison du Mossad à Téhéran du temps de la SAVAK du

Shah et le directeur adjoint du Mossad, David Kimche.

Par l'entremise du Safari Club toutes les concessions ont été faites du côté arabe, aucune de la part des Israéliens. Le soudanais Nimeiry a été renversé par un coup d'état et l'égyptien Sadate assassiné le 6 octobre 1981, au jour anniversaire de la célébration de la destruction de la Ligne Bar Lev.

Avec le transfert clandestin de son siège au Caire, le Safari Club devint un élément-clé dans le recrutement de combattants irréguliers arabes pour lutter contre l'Union soviétique en Afghanistan. Khashoggi a joué un rôle clé dans le financement de la «Légion arabe» en Afghanistan en s'appuyant sur le soutien de la famille royale saoudienne et du sultan Hassanal Bolkiah du Brunei.

Sur la créance du Monde musulman à l'égard de l'Occident, cf ce lien <https://www.madaniya.info/2015/11/05/l-occident-face-a-l-extremisme-religieux-conte-d-une-folie-ordinaire/>

L'ÉLIMINATION DES TÉMOINS ENCOMBRANTS

Deux des protagonistes du club périrent dans des conditions mystérieuses :

- Ray Rayan a été tué dans une voiture piégée à Evansville, Indiana.
- William Holden est mort dans son appartement de Santa Monica, en Californie, le 12 novembre 1981.

Selon la version officielle de son décès, l'acteur hollywoodien aurait trébuché sur la table de chevet et blessé au crâne. Il serait décédé par hémorragie. Holden était seul et il aurait agonisé pendant plusieurs heures, son corps n'a été découvert que trois jours plus tard. Le meurtre de Ryan a été une affaire classée mais non résolue, tandis que la mort solitaire de William Holden continue de susciter des interrogations. https://fr.wikipedia.org/wiki/William_Holden

Un troisième larron, Adnan Khashoggi, avait profité en 1977 des problèmes fiscaux de Ryan avec le gouvernement américain pour acquérir le contrôle total du «Mt. Kenya Safari Club» qui devint simplement le «Safari Club». Le milliardaire saoudien servira toutefois de fusible saoudien dans le scandale de l'Irangate, la fourniture d'armes américaines à l'Iran Khomeiniste en pleine guerre irako iranienne (1979-1989), sous l'ère Reagan et qui aboutit à la démission du colonel Olivier North du Conseil de sécurité américain. https://fr.wikipedia.org/wiki/Adnan_Khashoggi

LE SAFARI CLUB II : LA VERSION RIVALE

<http://www.dedefensa.org/article/du-safari-club-au-safari-club-ii>

Le Safari Club était responsable de la plupart des opérations clandestines de l'Occident contre l'Union soviétique dans les zones de conflit s'étendant de l'Afghanistan à la Somalie et de l'Angola au Nicaragua. Par une ironie de l'histoire le procédé du Safari Club est désormais utilisé par le camp anti occidental pour soutenir les Houthis au Yémen pour combattre les États-Unis, l'Arabie saoudite, Israël et leurs mandataires au Yémen, la Corne de l'Afrique, et le grand Moyen-Orient.

S'inspirant de la formule du Safari Club, les services de renseignement houthis ont conclu des accords informels avec le Corps des gardiens de la révolution islamique (IRGC) ou

Pasdaran ; le Service de sécurité préventive (PSS) de Palestine ; les trois branches du renseignement du Hezbollah libanais, y compris l'Unité 1800, la branche du renseignement des opérations spéciales du Hezbollah ; enfin, avec le service de renseignement du Hamas, basé à Gaza mais dont les agents sont répartis dans tout le Moyen-Orient.

Cette alliance de forces antisionistes et anti-wahhabites, que l'on pourrait surnommer «Safari Club-II» est en mesure de lancer des opérations de pénétration de la frontière saoudienne du Yémen et mener des opérations militaires contre des cibles militaires et gouvernementales saoudiennes dans la province d'Asir en Arabie saoudite.

Le renseignement houthi effectue également une surveillance et des reconnaissances des bases navales israéliennes en mer Rouge dans l'archipel des Dahlak, en Érythrée et dans le port de Massawa. Les Houthis ont également surveillé les opérations militaires saoudiennes et émiraties dans la ville portuaire d'Assab en Érythrée.

Le Safari Club-II se bat contre de nombreux membres du Safari Club original. À l'exception de l'Iran, membre du Safari Club-II mais sous un régime complètement différent, il s'agit de l'Arabie saoudite, d'Israël, de la France, de l'Égypte, du Maroc et d'autres satellites des États-Unis, et du Soudan. Henry Kissinger, un des parrains du Safari Club originel, conseille maintenant le gendre de Donald Trump, Jared Kushner, relais du Mossad à la Maison Blanche, sur ses contacts fréquents avec les dirigeants saoudiens et d'autres acteurs régionaux, y compris les Israéliens.

Le Safari Club-II dispose de ce dont manquait le Safari Club originel : un soutien populaire qui s'explique par la conjugaison des intérêts des populations opprimées du Yémen, du Liban et de la Palestine (Cisjordanie et Gaza), ainsi que les préoccupations géopolitiques de sécurité de l'Iran.

René Naba

Note

1. À propos d'Alexandre de Marenches, Directeur de la DGSE, faux gaulliste mais néanmoins propulsé à ce poste par Georges Pompidou dans la foulée du scandale Marcovitch, concocté par des gaullistes historiques pour lui barrer la voie à l'élection présidentielle, cf à ce propos une version non autorisée de la biographie de ce comte barbouze, «Le Maître du secret, Alexandre de Marenches, légende des services secrets français» par Jean Christophe Nottin, fondé sur les archives personnelles de ce cabotin inimitable. Editions taillandier 2018- 555 pages, 20,90 euros.

Ci joint le cri de douleur de l'écrivain Tahar Ben Jelloun devant la trahison de l'Arabie Saoudite

<http://fr.le360.ma/blog/le-coup-de-gueule/non-larabie-saoudite-nest-pas-un-pays-ami-ni-frere-168171>

La source originale de cet article est madaniya.info

Copyright © René Naba, madaniya.info, 2018

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca